

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

Quarante-sixième session



Documents officiels

ADDITIF

Supplément No 13

(A/46/13)

11 octobre 1991

NEW YORK

RAPPORT DU COMMISSAIRE GENERAL DE L'OFFICE DE SECOURS
ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE
PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Additif

Situation financière de l'UNRWA en 1990 et 1991 et projet
de budget pour 1992-1993

1. Le présent additif au rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à l'Assemblée générale présente des renseignements sur le bilan financier de 1990, une évaluation de la situation financière en 1991 et le projet de budget de l'Office pour l'exercice biennal 1992-1993. Une fois approuvé par l'Assemblée générale, le budget pour l'exercice biennal 1992-1993 sera promulgué par le Commissaire général en tant que budget opérationnel de l'Office aux fins de l'ouverture des crédits en 1992-1993.

2. Une aide est aussi accordée directement aux réfugiés de Palestine par les gouvernements dans la zone d'activité de l'Office. On trouvera à l'annexe I les éléments d'information fournis à ce sujet par les gouvernements concernés.

I. BILAN FINANCIER DE 1990

3. En 1990, les recettes de l'Office au titre du Fonds général se sont élevées à 237,9 millions de dollars. Sur ce montant, l'Office a réaffecté 4,6 millions de dollars pour combler un manque de recettes au titre des activités en cours et 0,3 million de dollars pour financer en partie les programmes d'urgence au Liban et dans le territoire occupé, laissant ainsi au Fonds général des recettes nettes de 233 millions de dollars. Les dépenses totales du Fonds général se sont élevées à 229,9 millions de dollars, soit un surplus de recettes de 3,1 millions de dollars par rapport aux dépenses. Après avoir opéré des ajustements exceptionnels, l'Office a été en mesure d'accroître d'un montant de 2,7 millions de dollars en 1990 la réserve constituée au titre du Fonds de roulement. A l'heure actuelle, cette réserve se chiffre à 31,6 millions de dollars, ce qui est insuffisant compte tenu de l'ampleur des activités toujours croissantes de l'Office et de son mode de financement. La situation financière de l'Office a besoin d'être renforcée davantage.

4. Un montant de 15 millions de dollars avait été prévu au budget de 1990 pour financer les travaux de construction et les projets spéciaux. Sur ce chiffre, 3,9 millions de dollars ont été financés par des contributions spéciales et 9,2 millions de dollars provenaient du Fonds général.

II. SITUATION FINANCIERE EN 1991

5. Le projet de budget consolidé présenté par l'Office à l'Assemblée générale pour 1991 se chiffrait à 254,6 millions de dollars, dont 226,5 millions de dollars étaient destinés au Fonds général, 14,1 millions de dollars aux activités en cours et 14 millions de dollars aux travaux de construction et projets spéciaux.

6. Au moment de l'élaboration du présent rapport, l'Office estimait que le total de ses recettes suffirait à couvrir les dépenses au titre du Fonds général et des activités en cours; en revanche, le titre relatif aux travaux de construction et aux projets spéciaux n'était financé par des dons extérieurs qu'à concurrence de 3 millions de dollars. En raison de l'insuffisance du financement extérieur, il a fallu couvrir les dépenses des travaux de construction essentiels en prélevant un montant de 5,7 millions de dollars sur des ressources, ce qui a laissé un manque de fonds de l'ordre de 5,3 millions de dollars (voir à l'annexe II le total des contributions annoncées par rapport au budget global). Ce manque à recevoir au titre des travaux de construction et des projets spéciaux obligera l'Office à différer l'exécution de travaux hautement nécessaires de construction et de rénovation de bâtiments scolaires, d'installations sanitaires et d'autres installations destinées aux services sociaux et de secours jusqu'à ce qu'il puisse disposer de fonds supplémentaires. Les dépenses de fonctionnement s'en trouveront ainsi accrues par rapport à ce qu'elles devraient être normalement.

III. OPERATIONS DE SECOURS D'URGENCE

7. Outre les activités ordinaires financées grâce à son budget, l'Office a continué en 1990 de gérer un budget supplémentaire destiné à financer les opérations de secours d'urgence au Liban, sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza, sous le titre de "Mesures exceptionnelles pour le Liban et le territoire occupé". Les dépenses totales consenties en 1990 au titre de ces activités se sont élevées à 33,5 millions de dollars par rapport à des recettes totales de 19,4 millions de dollars. Le budget total des opérations de secours d'urgence "de base" pour 1991 s'élève à 41,6 millions de dollars et comprend des activités pour lesquelles l'Office recherche activement un financement spécial. L'Office a en outre reçu 4,3 millions de dollars provenant de donateurs extérieurs pour le financement d'activités et l'achat de marchandises ne s'inscrivant pas dans le cadre du programme "de base", mais pour lesquels des crédits avaient été affectés. Les mesures exceptionnelles qui sont appliquées depuis plusieurs années visent à répondre aux besoins entraînés par l'Intifada et la réaction des autorités israéliennes, ainsi qu'à la détérioration des conditions socio-économiques. Avec la poursuite de l'Intifada et l'aggravation des conditions socio-économiques, il semble certain que les services fournis seront encore nécessaires de façon continue bien au-delà de 1991. L'Office examine actuellement le budget total des mesures exceptionnelles pour l'exercice biennal 1992-1993. Le montant des ressources en espèces, compte non tenu des secours élémentaires en nature pour les personnes déplacées et les réfugiés dans le besoin, devrait être en dessous de son niveau actuel (ajusté pour le cycle biennal), c'est-à-dire inférieur à 35 millions de dollars pour le prochain exercice biennal.

8. L'UNRWA gère également en 1991 un second budget supplémentaire, celui du Programme d'aide élargie, destiné à financer plusieurs projets d'amélioration des équipements collectifs dans les camps de réfugiés sur la Rive occidentale et à Gaza. L'Office cherche à obtenir des contributions totales de 65 millions de dollars pour financer ce programme. A ce jour, 36,4 millions de dollars ont été accordés ou promis par divers donateurs. Bien que l'arrivée de nouvelles contributions se soit ralentie considérablement, plusieurs projets sont néanmoins financés et leur exécution se poursuivra en 1992-1993. L'Office cherchera à réunir des fonds supplémentaires qui seront affectés à des activités génératrices de revenus et le programme sera élargi pour s'appliquer également aux trois autres domaines.

IV. HOPITAL DE GAZA

9. Indépendamment du budget ordinaire et des opérations de secours d'urgence, l'Office procède actuellement à une collecte de fonds et à l'établissement de plans préliminaires pour la construction d'un hôpital général de 200 lits dans la bande de Gaza. Le coût total de ce projet est de 35 millions de dollars, dont 20 millions pour la construction et l'équipement et 15 millions pour les dépenses d'exploitation pendant trois ans. A ce jour, les contributions reçues et les promesses fermes se sont élevées à 3,6 millions de dollars. L'Office a de bonnes raisons d'espérer que de nouvelles promesses de contributions permettront de couvrir le solde des dépenses de construction et de gestion.

V. PROCESSUS DE PLANIFICATION A MOYEN TERME

10. La sixième révision annuelle du plan à moyen terme porte sur les programmes et les activités opérationnelles de l'Office pour la période 1992-1993, une importance particulière étant accordée aux trois programmes de fond : enseignement, santé et services sociaux et de secours. Le plan à moyen terme a servi à définir les grandes orientations qui ont été retenues aux fins de l'établissement du budget biennal pour 1992-1993. Auparavant, le processus de planification à moyen terme était établi selon un cycle indépendant du processus budgétaire de l'Office. Le Commissaire général a décidé récemment que la planification des activités de l'Office, fondée sur une stratégie à plus long terme, sera désormais combinée au processus budgétaire. La combinaison de ces deux processus permettra de forger un lien plus étroit entre la planification et la réalisation budgétaire des plans établis et de réduire le volume de travail résultant de la présence de deux processus différents. La planification à long terme sera étendue pour couvrir une période de quatre ans, comprenant deux cycles biennaux. Elle englobe une vaste analyse des besoins, priorités, orientations générales et objectifs devant être soumis à l'approbation du Commissaire général et de son cabinet. Le plan servira également pour la formulation des orientations de gestion au cours du cycle biennal.

VI. PROJET DE BUDGET POUR 1992-1993

11. Suivant la pratique adoptée en 1985, le projet de budget biennal pour 1992-1993 est présenté au cours de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale dans le présent additif au rapport du Commissaire général. Il comprend trois chapitres : 1) fonds général, 2) financement des activités en cours et 3) travaux de construction et projets spéciaux.

A. Renseignements généraux

12. Le budget ordinaire de l'Office pour 1992-1993, tel qu'il apparaît dans le présent additif, s'élève au total à 572 millions de dollars, contre 254,6 millions de dollars pour le budget approuvé de 1991, soit une augmentation cumulative de 5 %. L'Office a pendant de nombreuses années invité les donateurs à augmenter leurs contributions d'environ 5 % par an. Ce taux d'accroissement est considéré comme nécessaire et doit, en temps normal, suffire à faire face à la demande accrue qui pèse sur les services de l'Office par suite de la croissance démographique des réfugiés et à couvrir les majorations nécessaires de salaires et de prix. Basé sur une majoration annuelle de 5 %, le budget biennal pour 1992-1993 aurait dû s'élever à 548 millions de dollars; or, le budget effectivement soumis est de 572 millions de dollars, soit une augmentation de 24 millions de dollars qui s'explique comme suit :

a) Une réserve de 15 millions de dollars prévue pour les majorations de salaires a été incluse dans le budget biennal, pour tenir compte du taux annuel de croissance de 5 %. Toutefois, eu égard au changement de prévision concernant la hausse du coût de la vie dans le Proche-Orient, ce montant n'est plus adéquat pour le cycle biennal 1992-1993 et le Commissaire général a donc autorisé d'augmenter cette réserve d'un montant supplémentaire de 15 millions de dollars;

b) La partie en nature du budget de 1992-1993 destinée principalement à la fourniture de denrées de base est de 9 millions de dollars supérieure aux prévisions initiales du fait de l'augmentation du nombre des bénéficiaires du programme de distribution de lait et de la hausse des prix des denrées. En outre, l'élimination progressive du programme de distribution de rations sèches (qui a été substitué provisoirement en 1991 au programme de repas de midi) n'a pas progressé au rythme attendu.

Ainsi, le montant supplémentaire de 24 millions de dollars venu s'ajouter au budget établi pour 1992-1993 est dû à la constitution d'une réserve supplémentaire de 15 millions de dollars pour les majorations de salaires et de 9 millions de dollars pour les denrées supplémentaire requises.

B. Fonds général

13. Le budget du Fonds général représente les ressources minimales nécessaires à l'Office pour exécuter ses principaux programmes et entretenir ses installations. Les dépenses renouvelables qu'entraîne l'exécution des programmes d'éducation et de santé, des services sociaux et de secours comprennent les dépenses de personnel et d'autres objets de dépenses (fournitures consommables, transports, services contractuels, dons et subventions). Chacun de ces principaux programmes est exposé de façon plus détaillée dans les sections qui suivent.

14. Pour 1992-1993, les prévisions budgétaires du Fonds général s'élèvent à 513 millions de dollars, dont 470,6 millions de dollars au titre des dépenses en espèces et 42,4 millions de dollars au titre des apports en nature (produits alimentaires et services). Ce chiffre représente une augmentation de 60,1 millions de dollars (13,3 %) par rapport au budget approuvé pour le

Fonds général en 1991 tel qu'il a été ajusté pour le cycle biennal (voir tableau 1, sect. A). Cette augmentation est principalement due au facteur cumulatif de croissance et à l'inclusion des titres supplémentaires énumérés au paragraphe 12 ci-dessus.

15. Le budget du Fonds général pour le cycle biennal 1992-1993 prévoit un montant de 3,8 millions de dollars pour l'introduction, en ce qui concerne les finances et l'approvisionnement d'un nouveau système informatisé dont la mise en oeuvre a commencé en 1991 et qui sera achevé en 1994. L'Office étudie les moyens de réduire le coût de la mise en oeuvre.

C. Financement des activités en cours

16. En 1992-1993, les activités en cours de l'Office (voir annexe III) seront en principe intégralement financées par les contributions spéciales annoncées par divers donateurs. Pour 1992-1993, elles nécessiteront un montant estimatif de 30,3 millions de dollars, soit 2,1 millions de dollars (7,5 %) de plus qu'en 1991 (chiffre ajusté pour refléter le cycle biennal). Cette augmentation de la partie en nature du budget est entièrement due à un accroissement du nombre de bénéficiaires du programme et à une hausse du prix des produits de base (voir tableau 1, sect. B).

D. Travaux de construction et projets spéciaux

17. En raison des contraintes financières qui durent depuis de nombreuses années, l'Office n'a pas été en mesure d'exécuter plusieurs projets de construction pourtant nécessaires. Ainsi, de nombreuses installations de l'Office sont sérieusement délabrées et ont besoin d'être remplacées. Des ressources sont requises en 1992-1993 pour construire des écoles, des dispensaires et d'autres installations, afin d'assurer aux réfugiés de Palestine des services d'une qualité acceptable. S'il peut être exécuté entièrement, ce programme de construction permettra à l'Office de gérer ses programmes plus efficacement et à un moindre coût. En 1991, les dépenses prévues (14 millions de dollars) n'ont pu être couvertes qu'en partie; par conséquent, si des fonds suffisants ne sont pas reçus avant la fin de l'année, un certain nombre de projets devront être reportés en 1992-1993 (voir tableau 1, sect. C). Si l'Office ne trouve pas les fonds requis pour construire ces installations hautement nécessaires, il lui faudra louer de nouveaux locaux, ce qui augmentera ses dépenses totales de fonctionnement.

Tableau 1

Budget approuvé de 1991 et projet de budget biennal pour 1992-1993
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

	Budget approuvé 1991			Projet de budget 1992-1993		
	Espèces	Nature	Total	Espèces	Nature	Total
A. FONDS GENERAL						
I. <u>Services d'enseignement</u>						
Primaire élémentaire	61 753	16	61 769	135 375	32	135 407
Primaire supérieur	38 576	26	38 602	90 567	54	90 621
Formation professionnelle et technique	7 665	896	8 561	15 947	2 128	18 075
Autres activités	5 474	796	6 270	10 921	1 834	12 755
Total I	113 468	1 734	115 202	252 810	4 048	256 858
II. <u>Services de santé</u>						
Nutrition et alimentation d'appoint	2 615		2 615	1 815		1 813
Services médicaux	22 248	584	22 832	58 631	1 358	59 989
Assainissement du milieu	7 338	275	7 613	16 286	610	16 896
Total II	32 201	859	33 060	76 730	1 968	78 698
III. <u>Secours et services sociaux</u>						
Secours	7 846	16 557	24 403	16 962	38 200	55 162
Services sociaux	1 857	1	1 858	3 741	1	3 742
Total III	9 703	16 558	26 261	20 703	38 201	58 904
IV. <u>Services opérationnels</u>						
Approvisionnement et transport	13 812	994	14 806	31 228	(2 014)	29 214
Architecture et génie civil	5 470		5 470	11 904		11 904
Unités de production et unités autonomes				17		17
Total IV	19 282	994	20 276	43 149	(2 014)	41 135

Tableau 1 (suite)

	Budget approuvé 1991			Projet de budget 1992-1993		
	Espèces	Nature	Total	Espèces	Nature	Total
V. Services communs						
Direction générale	12 994		12 994	30 450	166	30 616
Administration	18 660		18 660	46 778	0	46 778
Total V	31 654	0	31 654	77 228	166	77 394
Total du Fonds général	206 308	20 145	226 453	470 620	42 369	512 989
B. ACTIVITES EN COURS						
Services d'enseignement	4 452	123	4 575	9 087	243	9 330
Services de santé	1 033	8 221	9 254	408	19 587	19 995
Secours et services sociaux	244	1	245	924	6	927
Services communs	4		4	6		6
Total des activités en cours	5 733	3 345	14 078	10 425	19 836	30 261
C. TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET PROJETS SPECIAUX						
Services d'enseignement	8 114		8 114	17 321		17 321
Services de santé	1 506		1 506	4 105		4 105
Secours et services sociaux	1 501		1 501	2 691		2 691
Services opérationnels	405		405	1 901		1 901
Services communs	2 501		2 501	2 737		2 737
Total, construction et projets spéciaux	14 027		14 027	28 755	0	28 755
TOTAL GENERAL	226 068	28 490	254 558	509 800	62 205	572 005

Tableau 2

Etat récapitulatif par programme et service du budget approuvé
de 1991 et du budget biennal proposé pour 1992-1993

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	<u>Budget approuvé de 1991</u>				<u>Budget proposé pour 1992-1993</u>			
	Espèces	Nature	Total	(%)	Espèces	Nature	Total	(%)
Education	126 034	1 857	127 891	(50,2 %)	279 218	4 291	283 509	(49,6 %)
Santé	34 740	9 080	43 820	(17,2 %)	81 243	21 555	102 798	(18,0 %)
Secours et services sociaux	11 448	16 559	28 007	(11,0 %)	24 318	38 207	62 525	(10,9 %)
Services opérationnels	19 687	994	20 681	(8,2 %)	45 050	(2 014)	43 036	(7,5 %)
Services communs	34 159	-	34 159	(13,4 %)	79 971	166	80 137	(14,0 %)*
Total	226 068	28 490	254 558		509 800	62 205	572 005	

* Non ajusté. Prière de se référer à l'annexe IV pour une analyse des dépenses des services communs par rapport aux dépenses totales.

E. Dépenses de personnel

18. Comme l'indiquent les parties I, II et IV du tableau 3, les dépenses de personnel constituent une part importante du budget de fonctionnement de l'Office. Elles sont étroitement contrôlées et surveillées tout au long de l'exercice. Les principes ci-après ont été retenus pour établir le budget de 1992-1993 : a) autoriser un accroissement des effectifs affectés aux programmes d'éducation, de santé et de services sociaux et de secours, afin de faire face aux besoins accrus résultant de l'augmentation du nombre de bénéficiaires; b) augmenter les effectifs dans les programmes de santé et de services sociaux et de secours, en vue d'améliorer légèrement la qualité des services fournis aux réfugiés dans le cadre de ces programmes; c) autoriser un renforcement limité des effectifs des services opérationnels et des services communs pour faire face à l'augmentation des besoins en matière d'appui aux programmes. Le tableau 4 indique les effectifs de l'Office, les sources de financement (ONU, UNRWA et personnel détaché) et le nombre total de personnes employées. Les efforts visant à améliorer la productivité du personnel se poursuivent grâce à des programmes de formation dans toute la zone d'activité de l'Office et aux améliorations apportées au matériel et aux installations.

Tableau 3

Etat récapitulatif des prévisions budgétaires, par objet de dépense et origine des fonds (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	<u>1991</u> Budget approuvé	<u>1992-1993</u> Budget biennal proposé
I. <u>Dépenses de personnel financées par l'ONU</u>		
Postes internationaux	8 075	20 605
II. <u>Dépenses de personnel financées par l'Office</u>		
Postes internationaux	1 406	6 108
Postes locaux	157 616	350 002
Total partiel	159 022	356 110
III. <u>Autres dépenses</u>		
Fournitures générales	10 458	18 668
Fournitures médicales	3 241	10 581
Fournitures/véhicules	1 556	3 531
Denrées de base (aliments frais)	934	1 909
Loyers	1 080	2 324
Services (eau, électricité, etc.)	1 614	4 250
Construction	1 477	2 028
Entretien (locaux et équipement)	3 616	7 477
Équipement	4 884	10 107
Subventions	4 093	8 152
Hospitalisation	3 019	13 398
Réserves (principalement opérationnelles)	1 914	3 003
Voyages	2 530	4 594
Communications	689	1 877
Formation	706	1 348
Location de véhicules	954	2 609
Frais portuaires et douaniers	1 457	2 983
Assurances	215	525
Services divers	4 934	11 172
Comptes d'ordre et recettes diverses	(4 427)	(6 205)
Total partiel	44 944	104 331

Tableau 3 (suite)

	<u>1991</u> Budget approuvé	<u>1992-1993</u> Budget biennal proposé
IV. <u>Fournitures et services en nature</u>		
Dépenses de personnel international	2 200	5 393
Denrées de base	264 042	56 138
Loyers	74	310
Services (eau, électricité, etc.)	152	306
Services divers	22	57
Total partiel	28 490	62 204
Total I à IV	240 531	543 250
V. <u>Travaux de construction et projets spéciaux</u>	14 027	28 755
Total général	254 558	572 005

Tableau 4

Postes permanents par classe

	Postes permanents imputés sur le budget ordinaire de l'ONU		Postes permanents imputés sur le budget de l'Office		Postes fournis par l'Unesco et l'OMS		Total général	
	1991	1992-1993	1991	1992-1993	1991	1992-1993	1991	1992-1993
	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	-	-	1	1
Sous-secrétaire général	1	1	-	-	-	-	1	1
D-2	1	1	1	1	2	2	4	4
D-1	10	10	-	-	-	-	10	10
P-5	16	16	5	5	8	8	29	29
P-4	36	38	9	16	10	10	55	64
P-3	15	16	3	4	-	-	18	20
P-2/1	2	2	5	4	-	-	7	6
Total partiel	82	85	23	30	20	20	125	135
Agents des services généraux								
Autres services	10	10	-	1	-	-	10	11
Total partiel	10	10	-	1	-	-	10	11
Personnel local								
G-18			20	16			20	16
17			15	16			15	16
16			92	106			92	106
15			125	130			125	130
14			251	284			251	284
13			79	75			79	75
12			392	414			392	414
11			234	235			234	235
10			2 607	2 658			2 607	2 658
9			2 119	2 162			2 119	2 162
8			5 127	5 929			5 127	5 929
7			1 462	1 502			1 462	1 502
6			1 456	1 713			1 456	1 713
5			724	789			724	789
4			308	310			308	310
3			169	171			169	171
2			408	402			408	402
1			2 751	2 820			2 751	2 820
Total partiel	-	-	18 339	19 732	20	20	18 339	19 732
Total général	92	95	18 362	19 763	20	20	18 474	19 878

/...

19. Le nombre total de postes internationaux accuse une augmentation nette de 11 postes, passant de 135 en 1991 à 146 en 1992-1993. Cette augmentation s'explique comme suit : 3 postes P-3 d'ingénieur (pour planifier et superviser le programme de construction de l'Office), 2 postes P-4 de responsable du développement et de la planification pour le territoire occupé (pour superviser les programmes élargis), 3 postes P-4 de chef adjoint de division au Siège (créés par la conversion de 3 postes de hauts responsables locaux au grade 18), 1 poste P-3 de responsable des communications (pour superviser le réseau radio de l'Office), 1 poste P-4 de juriste et un poste GS de secrétaire au Tribunal administratif des Nations Unies, financé par l'UNRWA (créé à la demande du Tribunal en prévision de l'augmentation attendue du volume de travail dû au fait que les appels émanant des 19 732 fonctionnaires locaux de l'Office sont pour la première fois recevables). On trouvera au tableau 5 un exposé analytique de l'augmentation des postes internationaux par programme et zone d'activités.

20. Le nombre total de postes locaux imputés sur le budget ordinaire en 1991 s'élève à 18 339. On s'attend à une augmentation de l'ordre de 1 393 postes, ce qui portera à 19 732 le nombre total de postes en 1992-1993, soit un accroissement de 7,6 % pour les deux dernières années, ou de 3,7 % par an. La vaste majorité (1 035) de ces nouveaux postes sont des postes d'enseignement dont 565 sont directement liés à l'extension à la dixième année de l'enseignement en Jordanie et sur la Rive occidentale et 166 directement liés à l'amélioration des programmes scolaires dans ces deux zones d'activités. Les autres postes d'enseignants sont requis pour faire face à l'accroissement des effectifs scolaires résultant de la croissance démographique. Les augmentations les plus significatives en Jordanie et sur la Rive occidentale sont indiquées au tableau 6 qui expose l'augmentation des postes par programme et zone d'activités. Le tableau 7 présente un exposé analytique des postes locaux par principale catégorie d'emplois.

F. Dépenses autres que celles du personnel

21. Comme il apparaît dans le tableau 3, sections III et IV, les dépenses autres que celles du personnel inscrites au Fonds général et au titre des activités en cours pour 1992-1993 s'élèvent à 161,1 millions de dollars, contre 71,2 millions de dollars en 1991. Les dépenses relatives aux fournitures médicales et hospitalisations ont augmenté à cause de l'expansion des programmes de l'Office.

Tableau 5

Tableau analytique de l'augmentation des postes internationaux par programme et zone d'activité*

Programme	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Rive occidentale	Siège	Total
1. Programme d'éducation							
Total des postes en 1991						14	14
Postes supplémentaires							0
Total des postes en 1992-1993	0	0	0	0	0	14	14
% d'augmentation	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2. Programme de santé							
Total des postes en 1991						6	6
Postes supplémentaires							0
Total des postes en 1992-1993	0	0	0	0	0	6	6
% d'augmentation	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
3. Secours et services sociaux							
Total des postes en 1991	1		1	1	2	4	9
Postes supplémentaires						1	1
Total des postes en 1992-1993	1	0	1	1	2	5	10
% d'augmentation	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	25,0 %	11,1 %
4. Services opérationnels							
Total des postes en 1991	1	3	2	1	3	8	18
Postes supplémentaires	1			1	1		3
Total des postes en 1992-1993	2	3	2	2	4	8	21
% d'augmentation	100,0 %	0,0 %	0,0 %	100,0 %	33,3 %	0,0 %	16,7 %
5. Services communs							
Total des postes en 1991	6	4	4	5	6	63	88
Postes supplémentaires	1				1	5	7
Total des postes en 1992-1993	7	4	4	5	7	68	95
% d'augmentation	16,7 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	16,7 %	7,9 %	8,0 %
6. Tous les programmes et services							
Total des postes en 1991	8	7	7	7	11	95	135
Postes supplémentaires	2			1	2	6	11
Total des postes en 1992-1993	10	7	7	8	13	101	146
% d'augmentation	25,0 %	0,0 %	0,0 %	14,3 %	18,2 %	6,3 %	8,1 %

* Voir par. 19.

/...

Tableau 6

Tableau analytique de l'augmentation des postes locaux par programme et zone d'activité

Programme	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Rive occidentale	Siège	Total
1. Programme d'éducation							
Total des postes en 1991	3 139	1 481	1 984	4 507	1 838	68	13 017 ^{a/}
Postes supplémentaires	82	49	46	647	274	1	1 099
Total des postes en 1992-1993	3 221	1 530	2 030	5 154	2 112	69	14 116
% d'augmentation	2,6 %	3,3 %	2,3 %	14,4 %	14,9 %	1,5 %	8,4 %
2. Programme de santé							
Total des postes en 1991	744	513	377	755	567	16	2 972
Postes supplémentaires	55	35	28	63	48	2	231
Total des postes en 1992-1993	799	548	405	818	615	18	3 203
% d'augmentation	7,4 %	6,8 %	7,4 %	8,3 %	8,5 %	12,5 %	7,8 %
3. Secours et services sociaux							
Total des postes en 1991	188	90	82	129	117	10	616
Postes supplémentaires	9	7	4	6	7	(1)	32
Total des postes en 1992-1993	197	97	86	135	124	9	648
% d'augmentation	4,8 %	7,8 %	4,9 %	4,7 %	6,0 %	-10,0 %	5,2 %
4. Services opérationnels							
Total des postes en 1991	201	180	129	115	143	47	815
Postes supplémentaires	9	4	2	5	7	0	27
Total des postes en 1992-1993	210	184	131	120	150	47	842
% d'augmentation	4,5 %	2,2 %	1,6 %	4,3 %	4,9 %	0,0 %	3,3 %
5. Services communs							
Total des postes en 1991	131	168	113	151	198	158	919
Postes supplémentaires	1	4	1	0	0	(2)	4
Total des postes en 1992-1993	132	172	114	151	198	156	923
% d'augmentation	0,8 %	2,4 %	0,9 %	0,0 %	0,0 %	-1,3 %	0,4 %
6. Tous les programmes et services							
Total des postes en 1991	4 403	2 432	2 685	5 657	2 863	299	18 339
Postes supplémentaires	156	99	81	721	336	0	1 393
Total des postes en 1992-1993	4 559	2 531	2 766	6 378	3 199	299	19 732
% d'augmentation	3,5 %	4,1 %	3,0 %	12,7 %	11,7 %	0,0 %	7,6 %

^{a/} Augmentation essentiellement liée à l'extension du cycle d'enseignement en Jordanie et sur la Rive occidentale qui passe de 9 à 10 années.

Tableau 7

Tableau analytique des postes locaux par principale
catégorie d'emploi

<u>Catégorie d'emploi</u>	<u>1991</u>	<u>1992-1993</u>	<u>Augmentation</u>
Enseignants	10 902	11 937	1 035
Instructeurs	539	553	14
Surveillants	79 ^a	808	9
Médecins/dentistes	207	250	43
Infirmières/hygiénistes	537	582	45
Aide-pharmaciens	114	120	6
Sages-femmes	122	136	14
Techniciens de laboratoire/aides	126	174	48
Ouvriers sanitaires	1 100	1 151	51
Ingénieurs	57	61	4
Chauffeurs	314	329	15
Assistants sociaux	144	168	24
Travailleurs manuels :			
Nettoyeurs	410	420	10
Manoeuvres	180	181	1
Employés de cuisine	141	143	2
Messagers	63	63	-
Employés à la distribution	35	35	-
Cuisiniers	45	45	-
Blanchisseurs	27	27	-
Gardiens	309	309	-
	1 210	1 223	13
Commis de bureau	485	496	11
Dactylographes/secrétaires	242	246	4
Postes, administration de l'éducation	286	323	37
Postes, administration de la santé	314	314	-
Postes, administration des secours	104	103	(1)

Tableau 7 (suite)

<u>Catégorie d'emploi</u>	<u>1991</u>	<u>1992-1993</u>	<u>Augmentation</u>
Postes, administration des services opérationnels	45	45	-
Postes, administration des services communs	236	233	(3)
Postes divers a/	456	480	24
	<u>18 339</u>	<u>19 732</u>	<u>1 393</u>

a/ Cette catégorie comprend des artisans, superviseurs de distribution, réceptionnistes, standardistes, personnel d'entretien, mécaniciens, personnel d'unités de production, etc.

VII. PROGRAMMES ET SERVICES

22. L'UNRWA gère actuellement trois principaux programmes ordinaires fournissant directement des services aux réfugiés de Palestine. Il s'agit de a) l'éducation, b) la santé et c) les services sociaux et de secours. En outre, l'Office assure des services opérationnels et communs nécessaires à la mise en oeuvre des principaux programmes d'activité.

23. En 1992-1993, le programme d'éducation représentera 49,6 % du budget total, le programme de santé 18 %, le programme de services sociaux et de secours 10,9 %, les services opérationnels 7,5 % et les services communs 14 %. Chacun de ces programmes est décrit ci-dessous.

Tableau 8
Programme d'éducation
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Rive occi- dentale	Siège	Total
Dépenses en 1990	33 964	11 938	21 653	34 555	19 409	2 979	124 498
Budget approuvé de 1991	33 761	10 469	20 796	36 553	18 306	8 006	127 391
Projet de budget pour 1992-1993	70 343	24 174	41 335	76 915	42 208	28 534	283 509
Nombre d'élèves							
1991-1992	98 792	35 298	59 422	140 256	43 005	-	376 773
1992-1993	99 933	36 015	60 658	153 903	43 666	-	394 175
1993-1994	101 357	36 865	61 850	157 505	47 639	-	405 216
Personnel local							
1991	3 139	1 481	1 984	4 507	1 838	68	13 017
1992-1993	3 221	1 530	2 030	5 154	2 112	69	14 116

24. Le principal programme d'activité de l'Office comprend un cycle d'enseignement primaire élémentaire et primaire supérieur qui absorbe 85 % de l'ensemble des dépenses d'éducation. Le taux de croissance démographique des réfugiés, d'environ 3 % par an, exige des augmentations substantielles en personnel et salles de classe pour faire face à l'accroissement des effectifs scolaires qui passeront de 366 000 élèves en 1990-1991 à 400 000 à la fin du cycle biennal 1992-1993. Le budget proposé prévoit 1 035 nouveaux postes dans

le domaine de l'éducation durant cette période de deux ans, notamment d'enseignants, pour l'extension du cycle d'enseignement de base en Jordanie et sur la Rive occidentale qui passe de 9 à 10 années et la modification du programme d'enseignement pour répondre aux nouvelles normes fixées par le Gouvernement jordanien. Outre les jeunes réfugiés inscrits dans les écoles gérées par l'UNRWA, quelque 8 600 élèves inscrits dans des écoles publiques ou privées, au Liban, recevront de petites subventions de l'Office.

25. Les écoles de l'UNRWA continuent de fonctionner sur une base très économique, avec une proportion de 38 élèves par enseignant en moyenne au niveau du primaire élémentaire et de 28 élèves par enseignant au niveau du primaire supérieur. Le coût annuel de l'enseignement par élève est aussi très faible comparé aux normes régionales aussi bien qu'internationales puisqu'il est de l'ordre de 250 dollars au niveau du cycle primaire élémentaire et de 350 dollars au niveau du cycle primaire supérieur. Le coût par élève varie selon la zone d'activité en raison de différences dans le barème des traitements, le taux de présence en classe, la mesure dans laquelle on a recours au système des classes alternées et le montant des crédits affectés dans chaque budget au poste construction d'écoles. Sur les 11 583 fonctionnaires travaillant dans les écoles primaires élémentaires et primaires supérieures de l'Office (1990-1991), environ 92 % ont des fonctions directement liées à l'enseignement dans les classes.

26. Le large recours au système des classes alternées dans de nombreuses écoles primaires élémentaires et primaires supérieures et la surcharge des classes dans la plupart des écoles demeurent un sujet de vive préoccupation. Environ trois quarts des écoles de l'UNRWA fonctionnent selon le système des classes alternées. Le nombre d'enfants d'âge scolaire, particulièrement à Gaza, sur la Rive occidentale et en Jordanie, augmente à un rythme tel que l'Office n'est pas en mesure d'obtenir les fonds nécessaires à la construction de nouvelles salles de classe. Durant le cycle biennal 1992-1993, 1,6 million de dollars sont alloués à la construction de 58 salles de classe supplémentaires qui permettront de parer à l'accroissement des effectifs scolaires, sans toutefois réduire le nombre d'établissements scolaires ayant recours au système des classes alternées.

27. La qualité de l'enseignement prodigué dans les écoles de l'Office est étroitement contrôlée par des examens réguliers. Au cours de la dernière décennie, les taux de succès enregistrés par les élèves de l'UNRWA dans les pays d'accueil ont été très élevés. Des tests dans des matières choisies, comme les mathématiques et la lecture, seront effectués dans toutes les zones d'activité en 1992-1993 pour assurer aux écoles de l'Office un niveau constant de performance. Autre sujet de préoccupation : l'impact des fermetures d'écoles et des perturbations sur les élèves à Gaza, sur la Rive occidentale et au Liban, particulièrement au niveau des classes du primaire élémentaire. Des mesures spéciales ont été prises pour fournir aux élèves du matériel d'enseignement à domicile, même si elles ne peuvent compenser que partiellement les journées de cours perdues. L'Office accorde une attention toute particulière à l'élaboration de nouveaux programmes de rattrapage.

28. Une formation professionnelle et technique est fournie aux jeunes réfugiés dans huit centres de formation situés à Gaza, sur la Rive occidentale (3), en Jordanie (2), en République arabe syrienne et au Liban. Le nombre de stagiaires durant le cycle biennal 1992-1993 atteindra le chiffre

de 4 700, dont 20 % de femmes. Traditionnellement, de nombreux diplômés des centres de formation de l'UNRWA trouvaient du travail dans la région du Golfe, mais les possibilités d'emploi ont beaucoup diminué depuis la guerre. L'Office réexamine actuellement les cours offerts pour les adapter au marché du travail dans les cinq zones d'activité et tente d'utiliser au mieux les capacités de ces centres pour favoriser les projets générateurs de revenus qu'il parraine.

29. Outre ses programmes d'éducation et de formation, l'UNRWA offre une formation avant l'emploi à 850 stagiaires se destinant à l'enseignement, ainsi qu'un programme de bourses universitaires à l'intention des étudiants les plus méritants.

30. Le coût estimatif du programme d'éducation en 1992-1993 s'élèvera à 283,5 millions de dollars, soit une augmentation de 27,7 millions de dollars, ou encore de 10,8 % par rapport à l'année de base 1991 (chiffre doublé pour refléter le cycle biennal). L'augmentation du budget du Siège est due à l'inclusion d'une réserve pour tenir compte des dépenses de personnel accrues dans l'ensemble de la zone d'activité.

Tableau 9

Programme de santé

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Rive occi- dentale	Siège	Total
Dépenses en 1990	11 412	7 735	7 823	8 493	10 892	1 519	47 874
Budget approuvé de 1991	11 862	5 576	6 274	8 920	8 596	2 592	43 820
Projet de budget pour 1992-1993	24 809	14 925	12 895	18 697	23 668	7 804	102 798
Nombre de bénéfi- ciaires							
1991	528 684	310 585	289 923	960 212	430 083	-	2 519 487
1992-1993	560 882	329 499	307 579	1 018 688	456 275	-	2 672 923
Personnel local							
1991	744	513	377	755	567	16	2 972
1992-1993	799	548	405	818	615	18	3 203

31. Le programme de santé vise à fournir aux réfugiés de Palestine y ayant droit des services essentiels à un niveau conforme à celui des programmes de santé publique mis en oeuvre par les gouvernements des pays d'accueil pour leurs propres ressortissants. Ces services comprennent des soins médicaux (préventifs et curatifs), l'assainissement du milieu dans les camps et des programmes subsidiaires de nutrition et d'alimentation d'appoint.

32. Le Département de la santé de l'UNRWA emploie 2 972 fonctionnaires professionnels et auxiliaires en 1991 dont 207 médecins et dentistes, 659 infirmières, hygiénistes et sages-femmes et 240 employés paramédicaux chargés d'assurer la prestation de services de santé primaires et quelque 2 millions de réfugiés de Palestine y ayant droit.

33. Les services de soins médicaux, qui constituent de loin l'élément le plus important du programme, fournissent des services de médecine curative et préventive, y compris des soins de santé maternelle et infantile. Ces services sont dispensés par le biais d'un réseau d'installations relevant de l'Office et comprenant 113 centres de santé, 45 cliniques dentaires, 44 laboratoires et 103 cliniques spécialisées dans la lutte contre les maladies non transmissibles comme les affections cardio-vasculaires et ophtalmiques, le diabète et l'hypertension. L'Office assure des services hospitaliers grâce à 619 lits subventionnés dans des hôpitaux privés et 36 lits dans un hôpital qu'il gère lui-même.

34. La majeure partie du budget de la santé sera consacrée en 1992-1993 au maintien des services actuels. Dans le cycle biennal 1992-1993, l'Office prévoit les priorités supplémentaires suivantes : réduire la dépendance à l'égard des accords contractuels onéreux en renovant et agrandissant ses propres installations de diagnostic et de traitement, améliorer la formation professionnelle du personnel du Département de la santé et mettre en oeuvre des stratégies de lutte contre des problèmes de santé spécifiques tels que les retards de croissance chez les enfants, l'anémie due à une déficience en fer et le diabète. La gestion des centres de santé bénéficiera également d'une plus grande attention. Les études d'analyse d'affluence des malades dans les centres de santé sont en voie d'achèvement dans toutes les zones d'activité en vue de réduire les périodes d'attente, consacrer plus de temps aux consultations et mieux utiliser le personnel disponible. Tous les centres de santé sont contrôlés régulièrement pour veiller à ce que soient respectées les normes de propreté, la réception des malades et autres méthodes de gestion.

35. La hausse des frais d'hospitalisation reste un sujet de grave préoccupation. En 1990, environ 25 % du budget du Département de la santé a été consacré à l'hospitalisation. La stratégie adoptée pour 1992-1993 consistera à maintenir les frais d'hospitalisation annuels à un niveau maximum ne dépassant pas 7 millions de dollars par an. Outre la réduction des dépenses relatives aux services contractuels de laboratoire et de diagnostic, l'Office entreprend actuellement l'examen de la pratique par les médecins de l'orientation des malades vers les hôpitaux. La pénurie de lits d'hôpital est particulièrement aiguë dans la bande de Gaza qui ne dispose en moyenne que d'un taux extrêmement faible de 1,2 lit pour 1 000 habitants (y compris les hôpitaux gouvernementaux où le traitement est extrêmement coûteux et n'est pas à la portée des malades non couverts par un régime d'assurance). Le Département de la santé élabore des plans relatifs à la construction d'un hôpital général de 200 lits à Gaza financée par des contributions spéciales.

36. L'Office fournit des services d'assainissement du milieu à quelque 882 000 réfugiés vivant dans 58 camps, en coopération avec les gouvernements des pays d'accueil et les municipalités locales. Dans le cadre de ce programme, l'Office assure l'approvisionnement en eau potable pour répondre aux besoins quotidiens des réfugiés, l'enlèvement des ordures et l'évacuation des eaux usées.

37. Le surpeuplement des camps préoccupe de plus en plus l'Office. En effet, la population des camps s'est accrue d'environ 75 % au cours des 20 dernières années, passant de 492 000 en décembre 1970 à 856 000 en décembre 1990. Les problèmes relatifs aux systèmes inadéquats d'enlèvement des ordures, au traitement et à l'évacuation des effluents, à la qualité, quantité et distribution d'eau potable se trouvent aggravés par la croissance démographique, particulièrement dans le territoire occupé et au Liban. L'UNRWA a réussi à apporter de modestes améliorations, mais les besoins à long terme dépassent de loin les ressources financières disponibles.

38. Pour le cycle biennal 1992-1993, un montant d'environ 0,4 million de dollars provenant du budget ordinaire sera alloué à l'amélioration de l'assainissement du milieu au Liban, à Gaza et sur la Rive occidentale. En outre, le programme d'aide élargie a bénéficié de contributions s'élevant à 1,9 million de dollars destinées à la mise en oeuvre de projets spécifiques visant à améliorer l'infrastructure de l'assainissement du milieu à Gaza et sur la Rive occidentale.

39. Le programme subsidiaire de nutrition et d'alimentation d'appoint vise à protéger et rehausser l'état nutritionnel des groupes les plus vulnérables parmi les réfugiés de Palestine, à savoir les enfants (6 à 36 mois), les femmes enceintes, les mères allaitantes et les tuberculeux.

40. L'enquête nutritionnelle menée par l'UNRWA en 1990 a confirmé qu'en comparaison avec la situation il y a 15 ans, la plupart des enfants réfugiés ne souffrent plus de malnutrition d'origine protéique, excepté dans la République arabe syrienne où ce problème persiste à un niveau modéré. Toutefois, les enfants de moins de 3 ans et les femmes en âge de procréer continuent de souffrir d'une anémie due à une déficience en fer. Par suite des résultats de l'enquête menée en 1990, l'Office avait adopté une nouvelle stratégie visant à éliminer le programme de repas de midi à compter du 1er janvier 1991 et à le remplacer par des suppléments nutritionnels distribués sous forme de rations sèches pendant une période transitoire de trois ans; convertir les anciens centres d'alimentation en cliniques spécialisées dans le traitement des enfants souffrant de retards de croissance et conserver les autres composantes du programme relatives à la lutte contre l'anémie.

41. Bien que réduit, le programme continuera en 1992-1993 à protéger et à rehausser l'état nutritionnel des groupes vulnérables parmi les réfugiés de Palestine grâce à la distribution de rations de lait à quelque 113 000 enfants (6 à 36 mois) et de rations sèches à environ 57 000 femmes enceintes, mères allaitantes et tuberculeux.

42. Le coût estimatif du programme de santé pour 1992-1993 s'élèvera à 102,8 millions de dollars, soit une augmentation de 15,2 millions de dollars, ou 17,3 %, par rapport à l'année de référence 1991 (chiffre doublé pour refléter le cycle biennal). L'augmentation du budget du Siège est due à l'inclusion d'une réserve destinée aux dépenses accrues de personnel dans l'ensemble de la zone d'activité.

Tableau 10

Services sociaux et de secours

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Rive occi- dentale	Siège	Total
Dépenses en 1990	8 026	5 945	2 756	5 153	4 351	780	27 011
Budget approuvé de 1991	7 825	5 938	2 996	5 283	4 752	1 213	28 007
Projet de budget pour 1992-1993	17 446	13 020	6 550	11 825	10 349	3 635	62 525
Nombre de bénéfi- ciaires :							
Catégorie "R"							
1991	370 050	267 923	260 014	881 147	337 564	-	2 116 698
1992-1993	399 938	282 586	275 421	937 715	360 350	-	2 256 010
Cas particu- lièrement nécessiteux							
1991	50 993	851	15 158	29 718	26 855	-	161 575
1992-1993	56 220	42 833	16 711	32 764	29 608	-	178 136
Personnel local							
1991	188	90	82	129	117	10	616
1992-1993	197	97	86	135	124	9	648

43. Les services sociaux et de secours visent à fournir aux réfugiés nécessiteux une aide leur permettant de maintenir un niveau minimum de vie et à encourager l'auto-assistance. Sur le budget total consacré au programme, 90 % sont alloués au programme subsidiaire des services de secours, y compris les denrées devant être distribuées aux nécessiteux, dont la valeur s'élève à 38,1 millions de dollars pour le cycle biennal 1992-1993. En outre, un certain nombre de gouvernements ont accordé des contributions spéciales en faveur de projets bénéficiant particulièrement aux groupes vulnérables, comme les veuves, les personnes âgées et les handicapés physiques.

44. L'Office est particulièrement préoccupé par la détérioration des conditions socio-économiques dans quatre de ses zones d'activité. Les Palestiniens vivant sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza ont souffert de 20 années de stagnation économique aggravée par la réaction israélienne à l'Intifada. Depuis l'éclatement de cette dernière, le revenu par habitant a diminué d'environ 50 % dans le territoire occupé pour tomber autour de 800 dollars par an. Pour sa part, la Jordanie a connu pendant deux ans une crise économique qui s'est traduite par une chute de 30 % du niveau de vie; par ailleurs, la guerre du Golfe a porté également préjudice à l'économie jordanienne. Enfin, au Liban, 17 années de guerre civile ont entraîné de sévères difficultés économiques et sociales pour les réfugiés vivant dans le pays.

45. En 1991, quelque 616 fonctionnaires professionnels et auxiliaires étaient employés dans les services sociaux et de secours, notamment des assistants sociaux, des instructeurs et des membres d'équipes de distribution. La prestation des services se fait par le biais des installations de l'Office qui comprennent 93 centres de distribution de vivres, 62 centres d'activités féminines, 17 centres de jeunes et 8 centres de rééducation pour handicapés bénéficiant du soutien de la collectivité locale.

46. Le programme subsidiaire de services de secours assure, en matière de vivres, logement, vêtements et autres nécessités, les besoins essentiels de plus de 37 000 familles réfugiées palestiniennes dans le besoin (soit 162 000 personnes) appartenant à la catégorie des cas particulièrement nécessiteux. Le pourcentage des personnes démunies par rapport au nombre total des réfugiés immatriculés a augmenté régulièrement dans la plupart des zones d'activité au cours des cinq dernières années et représentait en 1990 environ 7 % de l'ensemble des réfugiés ayant droit aux services. Au Liban et dans la bande de Gaza, ce pourcentage était de 13 % et de 12 % respectivement. Compte tenu de la situation et des tendances actuelles, le budget biennal envisage un accroissement de 5 % du nombre des cas particulièrement nécessiteux en 1992-1993. Basé sur les résultats de l'enquête menée en 1991 sur les conditions de vie des familles nécessiteuses, le programme de réparation des logements de ces familles sera poursuivi en 1992-1993. Sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza, les améliorations ainsi apportées sont financées dans le cadre du programme d'aide élargie.

47. Le programme subsidiaire des services sociaux s'intéresse particulièrement au rôle de la femme dans le développement, à la rééducation des handicapés et aux services de promotion sociale s'adressant aux cas particulièrement nécessiteux, notamment grâce à la mise en oeuvre de projets générateurs de revenus. Les assistants sociaux supportent le gros des efforts

dans ce domaine et leur nombre s'élève en 1991 à 144, soit un assistant social pour 257 familles nécessiteuses. Pour améliorer cette proportion, l'Office prévoit durant le cycle biennal 1992-1993 d'augmenter leur nombre de 24 pour l'ensemble de la zone d'activité.

48. Selon les registres d'immatriculation de l'Office, 17 % des familles réfugiées ont à leur tête des femmes; dans la catégorie des cas particulièrement nécessiteux, ce pourcentage pourrait être encore plus élevé. Le programme d'activités de l'UNRWA vise à réaliser trois objectifs : développer l'aptitude des femmes à gagner leur vie, les aider à faire face aux problèmes familiaux et encourager leur participation dans les prises de décisions concernant les services et projets communautaires. Les centres d'activités féminines sont au coeur du travail de l'Office dans ce domaine. Grâce à un soutien financier continu, plusieurs projets seront réalisés durant le cycle biennal afin d'encourager les femmes réfugiées à compter sur elles-mêmes.

49. Les projets générateurs de revenus seront développés de façon significative en 1992-1993. L'UNRWA se propose de réunir, au cours des cinq prochaines années, environ 20 millions de dollars qui lui permettront d'étendre à la fois la gamme et le volume des projets générateurs de revenus. Cette expansion ne sera pas financée par le budget ordinaire mais plutôt dans le cadre du programme d'aide élargie et s'adressera principalement aux Palestiniens vivant sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza où les conditions économiques sont particulièrement défavorables; elle touchera également les Palestiniens vivant en Jordanie, dans la République arabe syrienne et au Liban. Un projet basé essentiellement sur l'octroi de dons en espèces s'adressera aux cas particulièrement nécessiteux en vue de réduire leur dépendance à l'égard de l'assistance sociale; parallèlement, un système de prêts - accordés à partir d'un fonds autorenouvelable à des taux d'intérêt très favorables - permettra aux réfugiés ayant besoin d'un petit capital de créer ou d'agrandir leur entreprise. Durant le cycle biennal 1992-1993, les projets générateurs de revenus bénéficieront à quelque 2 700 familles, pour une dépense de 8 millions de dollars. A condition que des contributions soient reçues à cette fin, l'Office développera l'activité de ce programme dans les années à venir, notamment durant le cycle biennal 1994-1995.

50. Le coût estimatif du programme de services sociaux et de secours s'élève à 62,5 millions de dollars en 1992-1993, soit une augmentation de 6,5 millions de dollars, ou encore 11,6 % par rapport à l'année de base 1991 (chiffre doublé pour refléter le cycle biennal). L'augmentation dans le budget du Siège est due à l'inclusion d'une réserve pour les dépenses accrues de personnel dans l'ensemble de la zone d'activité.

Tableau 11

Services opérationnels

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Rive occi- dentale	Siège	Total
Dépenses en 1990	2 379	2 038	2 832	1 836	3 049	10 068	22 202
Budget approuvé de 1991	2 943	1 739	3 087	2 606	4 116	6 190	20 681
Projet de budget pour 1992-1993	5 910	4 239	6 569	4 951	9 084	12 283	43 036
Personnel local							
1991	201	180	129	115	143	47	815
1992-1993	210	184	131	120	150	47	842

51. Les trois programmes principaux de l'Office sont étayés par un service d'approvisionnement et de transport et un service d'architecture et de génie civil. Le premier s'occupe des achats et de l'entreposage et assure le transport de marchandises et de personnes dans toute la zone d'activité. En 1991, 110 000 tonnes de produits de base et 6 800 tonnes de marchandises auront été manutentionnées à travers un réseau d'entrepôts centraux et secondaires avant d'être distribuées aux bénéficiaires des programmes de l'Office, qui utilise son parc automobile pour le transport des produits de base et des marchandises, l'enlèvement des ordures, l'approvisionnement en eau et les services d'entretien des égouts, ainsi que pour les transports requis par les programmes d'enseignement, de santé, de services sociaux et de secours. Au total, l'Office dispose de 682 véhicules dont l'entretien est assuré par ses propres mécaniciens. Le budget proposé pour les services d'approvisionnement et de transport en 1992-1993 se chiffre à 29,5 millions de dollars, soit une augmentation de 0,1 million de dollars ou encore 0,3 % par rapport à 1991 (chiffre doublé pour refléter le cycle biennal).

52. Le service d'architecture et de génie civil est chargé de l'élaboration des plans de toutes les nouvelles installations et de l'entretien des locaux existants. En 1991, le personnel aura travaillé à la conception de bâtiments représentant une valeur de 10 millions de dollars et exécuté un programme d'entretien de 7,7 millions de dollars. Le projet de budget de ce service est de 13,5 millions de dollars pour 1992-1993, soit une augmentation de 1,7 million de dollars, ou encore 14,4 % par rapport à 1991 (chiffre doublé

pour refléter le cycle biennal). Cette augmentation est due à des dépenses de personnel et aux dépenses supplémentaires prévues pour l'entretien des locaux de l'Office (1,2 million de dollars). Au demeurant, l'augmentation des coûts associés à la construction d'installations nouvelles est, dans la plupart des cas, imputée directement sur les fonds de construction.

Tableau 12

Services communs

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Rive occi- dentale	Siège	Total
Dépenses en 1990	2 172	1 937	2 057	2 189	2 931	17 924	29 210
Budget approuvé de 1991	2 857	1 881	2 009	2 229	3 317	21 866	34 159
Projet de budget pour 1992-1993	6 382	5 156	4 657	5 885	7 634	50 432	80 137
Personnel local							
1991	131	168	113	151	198	158	919
1992-1993	132	172	114	151	198	156	923

53. Les services communs qui contribuent à l'exécution de tous les programmes de l'Office relèvent de deux divisions distincts : direction générale et services d'administration. La direction générale comprend le bureau du Commissaire général et de son adjoint, le bureau du Coordonnateur des opérations, les services des relations extérieures, de l'information, de la vérification interne des comptes, le secrétariat de la Caisse de prévoyance, le Service de la planification et de l'évaluation des programmes, le Département des affaires juridiques et les bureaux des directeurs des programmes opérationnels sur le terrain. Les services d'administration assurent le fonctionnement des secteurs suivants : finances, personnel et traitement de l'information.

54. Le projet de budget pour 1992-1993 des services communs s'élève à 80,1 millions de dollars, soit une augmentation de 11,8 millions de dollars, ou encore 17,3 % par rapport à 1991 (chiffre doublé pour refléter le cycle biennal). Cette augmentation s'explique comme suit :

	<u>En milliers de dollars</u>
Net accroissement de postes :	
- 4 postes locaux	100
- 7 postes internationaux (2 responsables de développement et de planification, 1 juriste et 1 secrétaire, 1 responsable de communications, 2 chefs adjoints de division au Siège; ces deux derniers postes étant des conversions de postes locaux)	1 300
Augmentation des dépenses du personnel local	5 300
Mise en place accélérée d'un nouveau système d'informatique	1 300
Augmentation des dépenses de communications	900
Augmentation du coût des services fournis par le Centre international de Vienne (titre pour lequel des crédits budgétaires insuffisants avaient été prévus)	900
Augmentation de diverses réserves devant être réparties entre les principaux programmes en 1992-1993	5 800
Réduction d'autres titres budgétaires relevant des services communs	<u>(3 800)</u>
Augmentation totale	<u><u>11 800</u></u>

On trouvera à l'annexe IV une comparaison des dépenses communes par rapport aux dépenses totales pour la période 1989 à 1992-1993. Les annexes V, VI et VII indiquent les coûts des loyers, déplacements et communications au titre des dépenses communes en 1991 comparés à ceux de 1992-1993.

55. Le tableau 13 donne la ventilation de l'ensemble du budget par zone d'activité.

Tableau 13

Ensemble des programmes et services
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Rive occi- dentale	Siège	Total
Dépenses en 1990	57 953	29 593	37 121	52 226	40 632	33 270	250 795
Budget approuvé de 1991	59 248	25 603	35 162	55 591	39 087	19 867	254 558
Projet de budget pour 1992-1993	124 890	61 514	72 006	117 973	92 943	102 679	572 005
Personnel local							
1991	4 403	2 432	2 685	5 657	2 863	299	18 339
1992-1993	4 559	2 531	2 766	6 378	3 199	299	19 732

VIII. FINANCEMENT DU BUDGET DE 1992-1993

56. Le tableau ci-après donne la ventilation des ressources en espèces et des apports en nature requis pour le financement du budget biennal 1992-1993.

	<u>Ressources en espèces</u>	<u>Apports en nature</u>	<u>Total</u>
(En millions de dollars E.-U.)			
A. Fonds général	470,6	42,4	513,0
B. Fonds affectés aux activités en cours	10,4	19,8	30,2
C. Fonds affectés aux travaux de construction et aux projets spéciaux	28,8	-	28,8
Total	<u>509,8</u>	<u>62,2</u>	<u>572,0</u>

57. A l'exception du fonds de roulement limité dont il dispose, l'Office n'a pas de réserves dans lesquelles il pourrait puiser pour financer le budget biennal 1992-1993. Il dépend entièrement, pour le financement de ses programmes durant cette période, des contributions que les donateurs lui versent habituellement soit en espèces, soit en nature (dans ce dernier cas, généralement sous la forme de produits de base et de services).

A. Ressources en espèces

58. Pour poursuivre l'exécution de ses programmes d'éducation, de santé, de secours et de services sociaux, l'Office aura besoin de 470,6 millions de dollars en espèces à porter au crédit du Fonds général. Pour les fonds spécialement affectés aux activités en cours, on prévoit que les donateurs actuels continueront de verser des contributions qui se chiffreront à 10,4 millions de dollars, soit au même niveau qu'en 1991. Outre les ressources en espèces susmentionnées, il faudra 28,8 millions de dollars pour financer les travaux de construction et les projets spéciaux. Des contributions spéciales seront sollicitées à ces fins.

B. Apports en nature

59. Pour 1992-1993, le montant des apports en nature dont l'Office a besoin est estimé à 62,2 millions de dollars. Plusieurs donateurs fournissent régulièrement à l'Office des contributions en nature sous forme de produits de base et de services et l'on prévoit que ces contributions seront suffisantes en 1992-1993.

ANNEXE I

Aide fournie directement par les gouvernements
aux réfugiés de Palestine a/

(1er juillet 1990-30 juin 1991)

Note : Tous les chiffres ci-dessous ont été fournis par les gouvernements intéressés et ne peuvent être vérifiés par l'Office. Ils sont exprimés en dollars des Etats-Unis, la conversion étant effectuée aux taux de change pratiqués au moment où des données ont été reçues pour les opérations de l'ONU.

	Egypte	Israël	Jordanie	Liban b/	République arabe syrienne
Enseignement	140 000 000	11 830 000	57 894 737		28 561 682
Assistance) sociale))	8 000 000	1 580 000	3 007 519		1 462 100
Services) médicaux)		7 090 000	16 124 812		1 165 464
Logement et) services) publics))		1 380 000	5 413 534		5 154 139
Services de) sécurité))	295 000 000 c/	-	5 263 158		3 098 140
Services) adminis-) tratifs) et autres)		3 780 000	16 842 105		30 374 113
Total	443 000 000	25 660 000	104 545 865		69 815 638

a/ Cette aide a été fournie directement aux réfugiés, en sus des contributions versées à l'Office (voir annexe II).

b/ Chiffres non reçus.

c/ Ces chiffres portent sur les rubriques logement et services publics, services de sécurité, services administratifs et autres.

ANNEXE II

Contributions annoncées (ou estimées sur la base de contributions antérieures) pour le budget ordinaire de 1991 (Fonds général, activités en cours, travaux de construction et projets spéciaux) au 30 juin 1991

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Ressources en espèces	Apports en nature	Total
I. Contributions de gouvernements			
Allemagne	5 981 297	-	5 981 297
Arabie saoudite	1 200 000	-	1 200 000
Australie	1 954 250	-	1 954 250
Autriche	366 500	-	366 500
Bahreïn	15 000	-	15 000
Barbade	1 000	-	1 000
Belgique	540 541	2 544 597	3 085 138
Brunéi	10 000	-	10 000
Canada	9 626 383	-	9 626 383
Chili	5 000	-	5 000
Chine	60 000	-	60 000
Chypre	2 245	-	2 245
Colombie	1 828	-	1 828
Danemark	4 248 383	-	4 248 383
Egypte	3 003	-	3 003
Espagne	1 991 150	-	1 991 150
Etats-Unis d'Amérique	62 000 000	-	62 000 000
Finlande	4 979 253	-	4 979 253
France	2 049 558	310	2 049 868
Grèce	80 000	-	80 000
Inde	10 714	-	10 714
Indonésie	8 000	-	8 000
Iran (République islamique d')	30 000	-	30 000
Irlande	142 896	-	142 896
Islande	10 000	-	10 000
Israël	-	77 700	77 700
Italie	12 382 828	-	12 382 828
Japon	10 098 594	7 329 675	17 428 269
Jordanie	-	363 165	363 165
Koweït	1 100 000	-	1 100 000
Liban	-	1 000	1 000
Luxembourg	38 781	-	38 781
Malaisie	10 000	-	10 000
Maldives	1 000	-	1 000
Malte	1 305	-	1 305

/...

Donateur	Ressources en espèces	Apports en nature	Total
Maroc	29 000	-	29 000
Maurice	1 110	-	1 110
Mexique	2 999	-	2 999
Monaco	5 556	-	5 556
Myanmar	1 000	-	1 000
Norvège	10 239 605	-	10 239 605
Nouvelle-Zélande	122 000	-	122 000
Oman	4 000	-	4 000
Pakistan	14 591	-	14 591
Pays-Bas	4 455 456	-	4 455 456
Philippines	2 000	-	2 000
Portugal	25 000	-	25 000
Qatar	35 000	-	35 000
République arabe syrienne	-	45 000	45 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	10 672 888	-	10 672 888
Saint-Siège	20 000	-	20 000
Sénégal	2 000	-	2 000
Singapour	3 000	-	3 000
Sri Lanka	-	2 000	2 000
Suède	21 627 172	-	21 627 172
Suisse	2 413 794	4 228 188	6 641 982
Suède	14 000	-	14 000
Tunisie	12 435	-	12 435
Turquie	40 000	-	40 000
Venezuela	10 000	-	10 000
Yougoslavie	20 000	-	20 000
Total partiel	168 732 115	14 591 635	183 323 750
II. Contributions d'organisations intergouvernementales			
Communauté européenne	30 514 285	21 536 000	52 050 285
Total partiel	30 514 285	21 536 000	52 050 285

Donateur	Ressources en espèces	Apports en nature	Total
III. Contributions de l'ONU et des institutions spécialisées			
ONU (budget ordinaire)	8 075 000	-	8 075 000
Unesco	63 600	1 534 000	1 597 600
PNUD	59 700	-	59 700
UNICEF	-	34 211	34 211
OMS	-	667 341	667 341
FNUOD	-	4 022	4 022
Total partiel	8 198 300	2 239 574	10 437 874
IV. Dons de sources non gouvernementales et autres			
Association des Nations Unies au Japon	9 580	-	9 580
Australian Care for Refugees (AUSTCARE)	48 704	-	48 704
Cooperation for Development, Royaume-Uni	129 650	-	129 650
Autorités de Gaza	-	89 000	89 000
Mennonite Central Committee Mission	5 000	-	5 000
Conseil des Eglises du Proche-Orient	247 906	-	247 906
Mission pontificale pour la Palestine	40 000	-	40 000
Rissho Kosei-Kai	80 000	-	80 000
Fédération suédoise de protection de l'enfance (Rädda Barnen)	211 000	-	211 000
Donateurs divers	14 295	117 616	131 911
Total partiel	786 135	206 616	992 751
Total	208 230 835	38 573 825	246 804 660

ANNEXE III

Activités en cours devant être financées entièrement
par des donateurs en 1992-1993

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Titre	1991	1992-1993
1. Alimentation d'appoint, programme financé par la CEE	9 017	20 044
2. Equipe sanitaire mobile, Gaza a/	244	-
3. Centre pour les aveugles (Gaza), financé par la Mission pontificale et d'autres donateurs	245	520
4. Bourses universitaires, financées par l'ARAMCO	69	138
5. Centres de formation de Ramallah (pour hommes et femmes), financés par le Gouvernement danois	2 420	5 486
6. Equipe dentaire mobile (Jordanie), financée par le Conseil des Eglises du Proche-Orient	13	34
7. Service dentaire de la polyclinique d'Amman (Jordanie), financé par le Conseil des Eglises du Proche-Orient	15	31
8. Clinique spécialisée à Baqa'a (Jordanie), financée par le Conseil des Eglises du Proche-Orient	-	44
9. Centre de formation professionnelle de Gaza, financé par le Gouvernement italien	1 951	3 712
10. Hôpital de Qalqilia (Rive occidentale)	104	252
	14 078	30 261

a/ Cette activité était financée par Rädäa Barnen (Suède) en 1991; en 1992-1993, elle sera financée à partir de ressources prélevées sur le budget ordinaire de l'Office.

ANNEXE IV

A. Comparaison du coût des services communs par rapport aux dépenses totales pour la période 1989 à 1992-1993

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Dépenses		Budget	
	1989	1990	1991	1992-1993
I. Total des fonds provenant de sources de financement ordinaires et extrabudgétaires	265 009	292 545	328 985	638 692
II. Coût total des services communs - sources de financement ordinaires et extrabudgétaires	29 410	34 625	40 098	85 473
A. Ajustements de titres ne relevant pas des services communs				
Réserve constituée au titre des services communs devant être allouée plus tard aux programmes			(2 809)	(8 519)
Vêtements de protection pour le compte des programmes	(97)	(166)	(99)	(187)
Éléments des services communs inclus dans le programme des services généraux, de protection et d'urgence en 1992-1993	(531)	(1 747)	(2 825)	
Imprimés et fournitures de bureau pour les programmes	(562)	(104)		
Postes de gardiens pour les installations de l'Office	(1 502)	(1 697)	(2 458)	(3 853)
B. Ajustements pour dépenses exceptionnelles				
Construction d'installations relevant des services communs	(1 509)	(141)	(360)	(287)
Nouveau système informatique de gestion			(1 326)	(3 832)
III. Total révisé des services communs	25 209	30 770	30 221	68 795
IV. Titre III en tant que pourcentage du titre I	9,5 %	10,5 %	9,2 %	10,8 %

B. Personnel des services communs par rapport à l'ensemble des effectifs pour la période 1989 à 1992-1993

(Nombre de postes)

	1989	1990	1991	1992-1993
I. Nombre total des postes de l'Office - financement ordinaire et extrabudgétaire (personnel international et local)	18 128	18 596	18 520	20 462
II. Nombre total de postes des services communs - financement ordinaire et extrabudgétaire	1 007	1 054	1 199	1 151
Ajustements				
Postes des services communs inclus dans le programme des services généraux, de protection et d'urgence en 1992-1993	(47)	(54)	(62)	
Postes de gardiens pour les installations relevant des programmes	(312)	(340)	(399)	(399)
III. Total révisé des services communs	648	660	738	752
IV. Titre III en tant que pourcentage du titre I	3,6 %	3,5 %	4,0 %	3,8 %

/...

ANNEXE V

Comparaison des frais de location inscrits au budget
au titre des dépenses communes

	<u>Bureaux de districts</u>		<u>Bureaux de camps</u>		<u>Bureaux du Caire</u>		<u>Bureaux régionaux</u>		<u>Total</u>	
	1991	1992-1993	1991	1992-1993	1991	1992-1993	1991	1992-1993	1991	1992-1993
Gaza					500	1 000	1 300	2 600	1 800	3 600
Liban	26 100	64 200	1 600	2 300			137 400	345 700	165 100	412 200 <u>b/</u>
République arabe syrienne	16 900	38 800							16 900	38 800
Jordanie	22 900	211 800 <u>a/</u>					61 900	125 800	84 800	337 600
Rive occidentale	35 000	70 300					800	1 500	35 800	71 800
Total	100 900	385 100	1 600	2 300	500	1 000	201 400	475 600	304 400	864 000

a/ Indique les loyers reçus sous forme de dons pour les camps en Jordanie, qui ne figuraient pas auparavant dans le budget. Cela n'implique aucune augmentation des dépenses en espèces.

b/ L'Office a dû renouveler les contrats de location au Liban et louer des installations supplémentaires par suite de l'évacuation du Bureau régional de Beyrouth. Les augmentations entraînées par le renouvellement des contrats de location reflètent la revalorisation de la monnaie libanaise par rapport au dollar des Etats-Unis ainsi que l'amélioration (attendue) de l'économie locale. La situation des installations supplémentaires louées est en cours d'examen et les chiffres estimatifs indiqués pourraient finalement s'en trouver réduits.

ANNEXE VI

Comparaison des frais de déplacement inscrits au budget
au titre des dépenses communes

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Gaza		Liban		Rép. arabe syrienne		Jordanie		Rive occidentale		Siège		Total	
	1991	1992-1993	1991	1992-1993	1991	1992-1993	1991	1992-1993	1991	1992-1993	1991	1992-1993	1991	1992-1993
Administration de l'Office											158	304	158	304
Administration des bureaux régionaux	21	36	13	33	17	23	15	20	20	34			86	146
Administration des bureaux de districts			1	2	7	7			1				9	9
Services administratifs		1		5	2	1			11			22	13	29
Services d'information	3	3				2	1	2		6	90	223	94	236
Relations extérieures											100	178	100	178
Planification et évaluation											40	68	40	68
Vérification des comptes											158	264	158	264
Services juridiques									2		33	116 a/	33	118
Services de protection					1	1							1	1
Services du personnel	4	2			2	4		2			119	202	125	210
Politique du personnel											52	88	52	88
Services de direction											45	77	45	77
Services de formation		1	3	12	11	19					207	349	221	381
Services financiers	2	3	4	5	5	9	1	2	1	1	128	179	141	199
Systèmes informatiques	3	4	2	3			2	3			173	326	180	336
Secrétariat du Fonds de prévoyance											49	93	49	93
Bureau de New York											19	35	19	35
Bureau du Caire	2	3											2	3
Bureau de Riyadh											23	26	23	26
Total	35	53	23	60	45	66	19	29	33	43	1 394	2 550	1 549	2 801

a/ L'augmentation du budget frais de déplacement pour les services juridiques est due à l'adoption d'une nouvelle procédure selon laquelle le personnel local de l'Office peut désormais faire appel devant le Tribunal administratif de l'ONU.

ANNEXE VII

Comparaison des frais de communications inscrits au budget
au titre des dépenses communes

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	<u>Gaza</u>		<u>Liban</u>		<u>Rép. arabe syrienne</u>		<u>Jordanie</u>		<u>Rive occidentale</u>		<u>Siège</u>		<u>Total</u>	
	1991	1992-1993	1991	1992-1993	1991	1992-1993	1991	1992-1993	1991	1992-1993	1991	1992-1993	1991	1992-1993
Bureaux de districts			2	2	6	11	7	14	12	27			27	54
Bureaux des camps						1	1	2	7	20			8	23
Bureaux de New York											5	13	5	13
Bureau du Caire		6											0	6
Bureau de Riyadh											4		4	0
Bureau d'information		4									1	2	1	6
Services administratifs a/	29	95	31	168	40	104	29	57	54	188	404	1 056	587	1 668
Total	29	105	33	170	46	116	37	73	73	235	414	1 071	632	1 770

a/ A cause de l'Intifada et des tensions accrues au Moyen-Orient, il devient de plus en plus important de maintenir des liens étroits et fiables de communication, ce qui explique l'augmentation des frais de communications. Toutefois, cette augmentation est en l'examen et l'Office s'efforce de comprimer les dépenses en question, tout en veillant à préserver la qualité des communications.